

Pôle d'Intérêt Commun SCA SCB SMS

Consultation N° 26-012

MARCHE SUBSEQUENT

Passé sur le fondement de l'accord cadre

N° 2025ACHCAC3034

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Ce document comprend 34 pages et 1 annexe (modèle souhaité pour les statistiques).

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	1 / 35

SOMMAIRE

CCAP

ARTICLE 1: DISPOSITIONS.....	5
1.1 Objet.....	5
1.2 Forme.....	5
1.3 Durée	5
1.4 dispositions financières.....	5
1.5 Définition de la prestation	7
1.6 Lieu d'execution des prestations	7
ARTICLE 2: DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
ARTICLE 3: MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS CONCLUS SUR LA BASE DE L'ACCORD-CADRE	8
3.1 lettre de consultation	8
3.2 Remise en concurrence	9
3.3 Clauses de performance.....	9
3.4 Jugement des offres	9
3.4 Attribution	10
ARTICLE 4: CONTROLE – SUIVI DU MARCHÉ	10
4.1 Contrôle.....	10
4.2 Suivi du marché	10
ARTICLE 5 : MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC	11
5.1 Clause de réexamen	11
5.2 Changements liés au statut du Titulaire.....	11
ARTICLE 6: OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE.....	11
6.1 Sous-traitance	11
6.2 Durée et aménagement du travail	13
6.3 Données statistiques.....	14
6.4 Données relatives au personnel	14
6.5 Certificats	15
6.6 SECURITE DE L'INFORMATION - Secret professionnel et confidentialite	15
6.7 Accès aux établissements – Identification	15
6.8 Grèves.....	16
6.7 Obligation réglementaire.....	16
ARTICLE 7 : FACTURATION – PAIEMENT	16
7.1 Facturation	16
7.2 Paiement.....	17
ARTICLE 9 : ASSURANCES	18
ARTICLE 10 : NANTISSEMENT	18
ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE.....	18
ARTICLE 12 : PENALITES - RESILIATION.....	18
12.1 Pénalités	19
12.2 RESILIATION.....	23
12.3 Litiges.....	24
ARTICLE 13 : DEROGATIONS.....	24
ARTICLE 14 : OBJET ET NATURE DES PRESTATIONS	27
14.1 MISSION GENERALE	27
14.2 MISSIONS PERMANENTES LIEES AUX RISQUES D'INCENDIE	27
14.3 MISSIONS PERMANENTES LIEES A LA SECURITE cynophile	29
14.4 MISSIONS PONCTUELLES OU SPECIFIQUES	29
14.5 RELATION HIERARCHIQUE	30
14.6 RELATION FONCTIONNELLE.....	30

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	2 / 35

14.7 FORMATION / DIPLOMES.....	30
14.8 BADGES/ TENUES	30
ARTICLE 15 : GESTION ENTRETIEN MATERIELS	30
ARTICLE 16 : EXECUTION DE LA PRESTATION.....	31
16.1 Présentation / affectation des agents sur un site.....	31
16.2 Formation / Adaptation au site	32
16.3 Exécution du marché	32
16.4 Remise à disposition	33
16.5 Contrôles.....	33
16.6 Sécurité des agents / Accidents	33
16.7 Discipline intérieure.....	34
ARTICLE 17: RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	34

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	3 / 35

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	4 / 35

ARTICLE 1: DISPOSITIONS

1.1 OBJET

La présente consultation a pour objet les « Prestations de sécurité générale et de sécurité incendie » nécessaires aux besoins des trois sites du PIC SCA SCB SMS de l'APHP ».

Elle est strictement réservée aux candidats retenus lors de la consultation cadre 25-014 lancée par le PIC ACHAT de l'APHP et fait l'objet d'un lot unique. Le détail des prestations attendues est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 FORME

Les marchés qui seront passés sur le fondement de l'accord-cadre seront précédés d'une remise en concurrence de l'ensemble des titulaires desdits accords-cadres, organisée par le Pôle d'Intérêt Commun SCA SCB SMS de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), pouvoir adjudicateur pour le compte duquel l'accord-cadre est passé.

1.3 DUREE

Le marché subséquent est établi pendant la durée de validité de l'accord-cadre après remise en concurrence, pour une période de quatre ans à compter de la date de notification, éventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'AP-HP, 6 mois avant la date de fin d'exécution du marché.

Si l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris décide de procéder à la résiliation du marché subséquent, elle le notifiera au titulaire par lettre en recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

1.4 DISPOSITIONS FINANCIERES

1.4.1 FORME DES PRIX

Au sens de l'article R. 2112-6 du Code de la Commande Publique, le marché est conclu sous la forme de prix mixtes (prix forfaitaires et unitaires). L'offre des candidats au marché subséquent répondra aux éléments détaillés dans l'annexe financière.

Le montant maximum du marché subséquent ne saurait être supérieur à 200% de l'offre valorisée du candidat retenu sur la durée maximale du marché.

1.4.2 REVISION DES PRIX

Les prix réputés pratiqués à la date de début des marchés subséquents sont révisés annuellement à chaque date anniversaire des marchés.

La révision des prix est calculée selon la formule suivante :

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	5 / 35

$$P_1 = P_0 \left[0,125 + \left(0,875 \times \frac{ICSP_1}{ICSP_0} \right) \right]$$

Pour laquelle :

- P1 : prix de règlement après la révision ;
- P0 : prix de règlement résultant de la dernière révision ou à défaut, prix figurant sur l'acte d'engagement ;
- ICSP1 : dernier indice des coûts de revient de la sécurité privée publié 3 mois avant la date de début d'exécution des prestations ;
- ICSP0 : dernier indice des coûts de revient de la sécurité privée publié au mois de dépôt des offres.

Indice :

ICSP – Indice des coûts de revient de la sécurité privée publié par le Groupement des Entreprises de Sécurité (GES) et consultable à l'adresse suivante : <https://ges-securite-privee.org/indice-icsp>.

Ces dispositions s'appliquent à l'ensemble des prix des différents lots.

La révision des prix est régie par les dispositions suivantes :

La révision peut intervenir à la demande de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris ou du Titulaire :

- Révision de prix à la demande de l'AP-HP : la demande sera formulée par lettre recommandée avec accusé de réception, 60 jours avant l'application des nouveaux prix telle que décrite supra.
- Révision de prix à la demande du Titulaire : la demande doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception (à peine de forclusion), 60 jours avant l'application des nouveaux prix. La demande du titulaire doit être adressée au Directeur du PIC.

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé, 30 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article. Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

Le taux de révision des prix des marchés subséquents ne pourra en aucun cas excéder le taux de révision des prix validé par ACHAT au titre de l'accord-cadre.

Clause butoir : La variation de prix annuelle résultant de la révision ne peut en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 3 %.

Clause de sauvegarde : Dans le cas où les prix pratiqués par le titulaire ne pourraient satisfaire à la clause butoir, le RPA se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

1.4.3 REMISE ANNUELLE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	6 / 35

La remise annuelle sur chiffre d'affaires est calculée sur la base des factures émises au cours d'une année civile.

Le taux de remise annuelle sur chiffre d'affaires des marchés subséquents ne pourra en aucun cas être inférieur au taux plancher des accords-cadres.

Les modalités de versement de cette remise sont décrites à l'article 7.1 du présent CCAP.

1.5 DEFINITION DE LA PRESTATION

Le périmètre des prestations, objet du marché subséquent, est précisé dans l'acte d'engagement et dans les Cahiers des Clauses Administratives et des Clauses Techniques Particulières du marché subséquent, lui-même se référant au DCE de l'accord-cadre 2025ACHCAC3034.

Le détail des prestations, objet du marché pris sur le fondement de l'accord-cadre (marché subséquent), est précisé dans l'acte d'engagement dudit marché sous la forme de la lettre de consultation.

1.6 LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations objet du marché sont exécutées par le Titulaire dans les lieux détaillés dans le CCTP.

ARTICLE 2: DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les marchés subséquents sont régis par les documents mentionnés à l'article 4.1 « Documents contractuels de l'accord-cadre » du CCAP de la consultation cadre 25-014 et par les documents mentionnés ci-après qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières issu de l'accord-cadre n°2025ACHCAC3034 ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCAP et CCTP) issu de l'accord-cadre n°2025ACHCAC3034 ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS), en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance ;
- Les éléments techniques (mémoire technique et annexes éventuelles) et le Cadre de réponse technique (CRT) issu de l'accord-cadre n° 2025ACHCAC3034 ;
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières et techniques issu des marchés subséquents ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCAP et CCTP) issu du marché subséquent;
- La lettre de Consultation ;

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	7 / 35

- Tout document déposé avec l'offre ;
- Les bons de commandes ;

ARTICLE 3: MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS CONCLUS SUR LA BASE DE L'ACCORD-CADRE

Les titulaires retenus à l'issue de l'accord-cadre (phase 1) sont systématiquement consultés et mis en concurrence (phase 2) pour l'attribution de chaque marché subséquent ; ils devront déposer une offre à chaque remise en concurrence.

Une lettre de consultation et un Cahier des Clauses Particulières complémentaires leur seront adressés, portant sur les besoins propres exprimés par le PIC SCA SCB SMS (première étape de la phase 2).

La procédure d'attribution se déroulera conformément aux articles R. 2162-7 à R. 2162-12 du Code de la Commande Publique.

Les prestataires s'engagent à respecter, dans leur offre, les caractéristiques fixées par l'accord-cadre et les documents de consultation.

En cas de défaut de réponse de la part d'un titulaire de l'accord-cadre à deux marchés subséquents consécutifs, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exclure le titulaire concerné de l'accord-cadre conformément à l'article 13.2 du présent CCAP.

En cas d'absence répétée d'offres raisonnables d'un titulaire de l'accord-cadre à deux marchés subséquents consécutifs, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exclure le titulaire concerné de l'accord-cadre conformément à l'article 13.2 du présent CCAP de l'accord-cadre.

3.1 LETTRE DE CONSULTATION

La lettre de consultation et ses annexes techniques et administratives préciseront :

- les prestations attendues conformément aux dispositions du CCTP ;
- le contenu des pièces formant le DCE subséquent ;
- la date limite des questions ;
- la date de remise des offres ;
- la durée de validité des offres subséquentes ;
- les engagements complémentaires de l'AP-HP et ceux du titulaire ;
- les critères déterminés à l'article 5.3 du CCAP de l'accord-cadre en précisant leur spécificité et leur pondération ;
- les sous-critères de la consultation subséquente définis par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur en précisant leur spécificité et leur pondération en cohérence avec le besoin à satisfaire ;

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	8 / 35

- la durée d'exécution du marché ;
- les conditions de passation des bons de commandes ;
- la juridiction territorialement compétente en cas de recours sur le marché subséquent ;
- les pénalités complémentaires éventuelles

3.2 REMISE EN CONCURRENCE

Un délai de réponse raisonnable sera accordé aux candidats. Ce délai est précisé dans la lettre de consultation.

Dans le délai précisé dans la lettre de consultation, les candidats pourront poser toute question leur permettant de préparer leur offre via <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. Aucune réponse orale n'est apportée aux questions du candidat.

Au moins 6 jours avant la date limite de remise des offres, le PIC transmet les réponses via le site dont l'adresse internet est <https://www.marches-publics.gouv.fr/> à l'ensemble des candidats qui ont ainsi les mêmes éléments en leur possession afin de constituer leur offre.

3.3 CLAUSES DE PERFORMANCE

La lettre de consultation et ses annexes techniques et administratives pourront prévoir des clauses incitatives de performance visant un double objectif d'optimisation des organisations des prestations faisant l'objet du (ou des marché(s) subséquent(s) et de réduction des coûts.

3.4 JUGEMENT DES OFFRES

Pour le jugement des offres, le représentant du pouvoir adjudicateur du marché passé sur le fondement de l'accord-cadre, se fonde conformément aux articles R. 2152-6 à R. 2152-8 du décret du Code de la Commande Publique sur les critères détaillés ci-dessous, dont la pondération aura été fixée dans la lettre de consultation :

CRITERES	ELEMENTS D'APPRECIATION	PONDERATION	
Critère 1	Prix		60%
Critère 2	Technique : Adaptation de l'offre en matière de : <ul style="list-style-type: none"> • SC 2.1 : Organisation de gestion des personnels • SC 2.2 : Organisation de gestion des matériels • SC 2.3 : Organisation de la continuité de service 	40% 30% 30%	20%
Critère 3	Organisation : Adaptation de l'offre en matière de : <ul style="list-style-type: none"> • SC 3.1: Organisation de la mise en place de la prestation • SC 3.2 : Organisation de la gestion administrative et du suivi du marché • SC 3.3 : Outils de reporting proposés 	40% 30% 30%	20%
TOTAL CRITERES			100%

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	9 / 35

3.4 ATTRIBUTION

A l'issue de ce classement, le représentant du pouvoir adjudicateur classe les offres des candidats par ordre décroissant. La commission locale donne son avis sur ce classement, le cas échéant. Le représentant du pouvoir adjudicateur retient l'offre économiquement la plus avantageuse, la mieux classée.

Si aucune offre n'a pu être classée, une nouvelle mise en concurrence pourra être effectuée auprès de l'ensemble des titulaires de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents seront également soumis aux instances de contrôle interne avant leur signature (Commission des Contrats Publics et Contrôleur Financier).

ARTICLE 4: CONTROLE – SUIVI DU MARCHÉ

4.1 CONTROLE

Comme précisé au paragraphe 6 du CCAP de l'accord-cadre n°2025ACHCAC3034, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

Le Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAPS) ou les commissions de sécurité compétentes pourront également être amenés à contrôler les prestations, dans le cadre de leurs missions.

4.2 SUIVI DU MARCHÉ

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par le PIC SCA SCB SMS et communiquée au Titulaire.

La fiche comprend une partie réservée au Titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée au PIC SCA SCB SMS.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 27 à 30 du CCAG sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au Titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités. Le PIC SCA SCB SMS se réserve le droit de résilier le marché subséquent aux torts du titulaire après émission d'une seule mise en demeure conformément à l'article 12.2 du présent CCAP.

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	10 / 35

ARTICLE 5 : MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC

5.1 CLAUSE DE REEXAMEN

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la Commande Publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles prestations au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenants. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

5.2 CHANGEMENTS LIÉS AU STATUT DU TITULAIRE

En cas de changements liés au statut du Titulaire, celui-ci doit suivre les dispositions précisées aux paragraphes 7.2 et 7.3 du CCAP de l'accord-cadre 2025ACHCAC3034.

ARTICLE 6: OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

6.1 SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique et par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Si la déclaration de sous-traitance est réalisée après la notification de l'accord-cadre, le titulaire doit obligatoirement :

1°. Présenter sa demande d'agrément d'un sous-traitant à ACHAT dans un premier temps, au titre de l'accord-cadre ;

2°. En cas de délivrance de l'agrément du sous-traitant par ACHAT au titre de l'accord-cadre, présenter dans un second temps une demande d'agrément du sous-traitant au titre du marché subséquent duquel il aurait été déclaré attributaire, à l'établissement de l'AP-HP concerné selon les dispositions décrites au présent article. La demande devra obligatoirement comporter le courrier d'agrément du sous-traitant notifié par la Directrice d'ACHAT

Néanmoins, au regard des articles L. 2193-1 à L. 2193-3 du Code de la Commande Publique, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	11 / 35

Les moyens techniques et humains des sous-traitants doivent être présentés. Pour ce faire, le titulaire constitue un dossier comprenant a minima les pièces suivantes :

- Imprimé DC4 ou équivalent signé par le titulaire et le sous-traitant faisant l'objet de la demande d'agrément ;
- Agrément CNAPS pour les prestations de sécurité générale et/ou de télésurveillance : Photocopie de
- l'agrément CNAPS ou récépissé préfectoral de demande d'autorisation de fonctionnement (sous réserve de production de cet agrément au moment de la notification de l'accord-cadre) ;
- Présentation du sous-traitant faisant l'objet de la demande d'agrément ;
- Attestation de régularité du candidat établi en France vis-à-vis de ses salariés : Si le candidat est établi en France, il doit produire une déclaration sur l'honneur justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail) ;
- Attestation de régularité du candidat établi ou domicilié à l'étranger vis-à-vis de ses salariés : Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, il doit produire une déclaration sur l'honneur attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents ;
- Attestation fiscale : L'attestation de régularité fiscale délivrée au 31/12 de l'année n-1 par le comptable public ou équivalent ;
- Attestation de vigilance : L'attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF mentionnant que le candidat est à jour de ses obligations sociales à la date d'exigibilité de la dernière période traitée, ou équivalent ;
- Attestation Russie (annexe 5 du présent CCAP) : Déclaration sur l'honneur sur la situation du candidat vis-à-vis de la Russie ;
- Acceptation de cahiers des clauses administratives et techniques particulières (annexe 6 du présent CCAP) ;
- Déclaration de chiffre d'affaires : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique ;
- Attestation d'assurance : Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Déclaration de bilan : Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;
- Déclaration d'effectifs : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Références de service ou fournitures similaires : Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Titre d'études et titres professionnels : Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché ;
- Certificats de qualifications professionnelles : Certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	12 / 35

équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres ;

- Extrait du Kbis ou équivalent datant de moins de trois mois à la date d'envoi de la demande d'agrément, ainsi que la composition du capital ;
- Relevé d'identité bancaire (RIB).

La demande d'agrément est appréciée selon les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant pressenti à exécuter la partie des missions que le titulaire envisage de lui confier.

Pour rappel, le CCTP de l'accord-cadre relatif au lot 4 se réfère aux articles 4.7.3 du CCTP de l'accord-cadre relatif au lot 01 et 4.8.3 du CCTP de l'accord-cadre relatif au lot 03.

Prestations	Lot 1	Lot 3	Lot 4
Prestations pouvant être confiées au sous-traitant	Mise à disposition des personnels suivants : Agents de prévention et de sûreté (APS), APS Cynophiles, APS Vidéo et Opérateur de centre d'hypervision	Mise à disposition d'agents de sécurité SSIAP1	Conformément à l'article 3 du CCTP relatif au lot 04 de l'accord-cadre, les dispositions relatives à la sous-traitance prévues aux lots 01 et 03 de l'accord-cadre, sont applicables à ce lot.
Prestations essentielles ne pouvant en aucune manière faire l'objet de sous-traitance	Mise à disposition des personnels suivants : Responsable de centre d'hypervision, Che(fe)(s) d'équipes, Chef(fe)(s) de poste, Chef(fe)(s) d'exploitation.	Mise à disposition de chef(fe)(s) d'équipes de sécurité incendie SSIAP 2	

Les obligations décrites à l'article 8 du présent CCAP sont applicables au(x) sous-traitant(s).

6.2 DUREE ET AMENAGEMENT DU TRAVAIL

Le candidat retenu est seul responsable de la durée et de l'aménagement du travail de ses personnels salariés mis à disposition au sein des structures contractantes dans le cadre de l'exécution des prestations des marchés subséquents conclus sur le fondement de l'accord-cadre.

Il garantit, par tout moyen qu'il jugera nécessaire, le strict respect des dispositions réglementaires en matière de durée et d'organisation du temps de travail, notamment :

- Articles L3121-1 et suivants du Code du Travail ;
- Article 7 de la Convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité.

Il porte notamment une attention particulière au respect des dispositions suivantes :

- Lorsque la durée du travail de ces personnels est organisée sous forme de cycles, des plannings de service seront établis. Toute modification ayant pour effet de remettre en cause l'organisation du cycle doit être portée à la connaissance des salariés par écrit au moins 7 jours avant son entrée en vigueur. En cas d'ajustement ponctuel de l'horaire de

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	13 / 35

travail justifié par des nécessités de service, se traduisant par des services ou heures supplémentaires, le salarié doit en être informé au moins 48 heures à l'avance.

- La durée quotidienne de travail effectif ne peut dépasser 12 heures.
- La semaine de travail ne pourra excéder quatre fois 12 heures, soit 48 heures, et sur 12 semaines consécutives la durée hebdomadaire ne pourra dépasser 46 heures. Un jour de repos minimum sera ménagé après toute période de 48 heures de service.
- Une période de travail ne peut être planifiée et rémunérée pour une durée inférieure à 4 heures.

L'AP-HP ne saurait être tenue pour responsable d'éventuels manquements à ces obligations par un titulaire du marché subséquent.

En cas de non-respect des obligations relatives à la durée et à l'aménagement du travail par un titulaire, l'AP-HP se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché après une seule mise en demeure, conformément à l'article 12.2 du présent CCAP.

6.3 DONNEES STATISTIQUES

Dans les 8 jours suivant la fin de chaque trimestre civil et jusqu'à la fin de validité des bons de commande, le candidat retenu s'engage à fournir les données statistiques suivantes au format EXCEL® :

- Nom du fournisseur
- Année (4 caractères numériques)
- Trimestre (1 caractère numérique -1 à 4-)
- N° de marché AP-HP
- Sites (SCB Salpêtrière, SCB MacDonald, SMS)
- Nombres d'agents
- Qualification de l'agent
- Taux horaire de l'agent
- Nombre d'heures effectuées par l'agent
- Prix unitaire HT
- Montant total HT et TTC

6.4 DONNEES RELATIVES AU PERSONNEL

Dans les 15 jours suivant la fin de chaque année civile et jusqu'à la fin de validité des bons de commande, le candidat retenu s'engage à fournir par courriel un état récapitulatif des moyens affectés sur les marchés subséquents au format EXCEL® (une ligne par agent ; modèle fourni en annexe 3 du CCAP de l'accord-cadre) :

- Nom du fournisseur
- Année (4 caractères numériques)
- Trimestre (1 caractère numérique -1 à 4-)
- N° de marché AP-HP
- Sites (SCB Salpêtrière, SCB MacDonald, SMS)
- Qualification de l'agent
- Catégorie, niveau et coefficient
- Quotité de travail

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	14 / 35

- Date d'entrée
- Nombre d'heures réalisées
- Taux horaire de l'agent
- Prime panier
- Prime d'entretien des tenues
- Autres primes
- Rémunération totale mensuelle brute

Les titulaires des marchés subséquents ont obligation de communiquer l'état récapitulatif des personnels concernés par la reprise du personnel (selon la réglementation en vigueur et les conventions collectives) dans le cadre de la consultation de remise en concurrence. La demande est formulée par l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris.

6.5 CERTIFICATS

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les Titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

6.6 SECURITE DE L'INFORMATION - SECRET PROFESSIONNEL ET CONFIDENTIALITE

Les candidats et le Titulaire sont tenus de respecter les dispositions des paragraphes 8.6 et 8.7 du CCAP de l'accord-cadre 2025ACHCAC3034.

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du marché.

6.7 ACCES AUX ETABLISSEMENTS – IDENTIFICATION

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, de laïcité, et du règlement intérieur en vigueur.

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	15 / 35

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

6.8 GREVES

Les modalités prévues par l'article 8.9 du CCAP de l'accord-cadre 2025ACHCAC3034 sont applicables en cas d'arrêt de travail et/ou d'impossibilité d'exécution des prestations.

6.7 OBLIGATION REGLEMENTAIRE

L'entreprise titulaire du marché s'engage à vérifier que le personnel est titulaire du ou des diplômes exigés sur le territoire français pour l'accès à la profession considérée et qu'il est régulièrement autorisé à exercer (article L1251-8 du Code du Travail).

ARTICLE 7 : FACTURATION – PAIEMENT

7.1 FACTURATION

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- nom et adresse du créancier ;
- les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le Code APE ;
- la désignation de la prestation ;
- le montant hors taxes par prestation ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le montant total des prestations T.T.C. ;
- le n° du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 01928 ;
- le Code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	16 / 35

- le numéro de marché ;
- la date de réalisation de la prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.
Les produits ou prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

Escompte :

La mise en place de la dématérialisation constitue une fluidification des échanges entre l'AP-HP et ses fournisseurs et se traduira pour les fournisseurs de l'AP-HP par des gains de traitement des commandes émises.

L'AP-HP est en mesure de prendre en compte les factures avec escompte.
Les factures bénéficiant d'un escompte feront l'objet d'un traitement prioritaire. Aussi le fournisseur devra indiquer dans son offre s'il consent un escompte à l'APHP ainsi que le taux accordé. Le taux proposé est à renseigner dans les annexes financières.

Remise sur chiffre d'affaires :

Cette remise sera matérialisée sous la forme d'un avoir que le titulaire devra déposer sur le portail Chorus Pro. L'APHP émettra un titre de recettes sur la base du montant indiqué sur l'avoir. Le titulaire devra s'acquitter de cette somme à réception du titre de recettes.

La remise annuelle sur chiffre d'affaires est calculée sur la base des factures émises au cours de l'année civile n. Le dépôt de l'avoir, sur le portail précité, devra intervenir dans un délai maximum de 50 jours à compter du 1 janvier de l'année n+1.

Le titulaire pourra conditionner le règlement du titre de recette au paiement des factures échues à la date d'émission du titre. Le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

7.2 PAIEMENT

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du Cahier des Clauses Administratives Générales-FCS.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la Commande Publique. Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	17 / 35

Le titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la Commande Publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Pour cette consultation, l'option A du CCAG est retenue. Le taux de l'avance est fixé à 30 % pour les petites et moyennes entreprises et à 5 % pour les entreprises qui ne sont pas PME.

L'avance est versée et remboursée suivant les dispositions du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 9 : ASSURANCES

Le Titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

ARTICLE 10 : NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues au Code de la Commande Publique relatif aux marchés Article L.2191-8.

ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE

Le ou les fournisseurs seront dispensés du versement de la retenue de garantie et de la constitution d'un cautionnement.

Toutefois, le marché peut faire l'objet d'une garantie dans les conditions prévues à l'article L.2191-7 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 12 : PENALITES - RESILIATION

L'article 12.1 du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) déroge à l'article 14.1.3 du CCAG FCS relatif à l'exonération des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1.000€.

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	18 / 35

12.1 PENALITES

En cas de non-respect des obligations définies au présent Cahier des Clauses Particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le Titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 500 euros par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant minimum du marché ni la somme de 45 000 euros.

Dans le cas où le titulaire ne transmet pas ses données statistiques dans les délais prévus au paragraphe 6.3 du présent document, le PIC SCA SCB SMS pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière de 30 euros par jour de retard à compter du 45eme jour suivant la fin du trimestre.

Sauf mention contraire, les pénalités décrites aux points 13.1.1 à 13.1.4 sont applicables par les structures contractantes (GHU, sites, PIC, etc...) au titre des marchés subséquents conclus sur le fondement de l'accord-cadre.

Des pénalités complémentaires pourront être précisées dans le cadre la procédure de passation des marchés subséquents sur le fondement de l'accord-cadre. Elles seront définies dans la lettre de consultation et/ou ses annexes techniques et administratives.

12.1.1 Manquement dans l'exécution des prestations

Toute défaillance constatée dans l'accomplissement du marché, qu'elle mette en cause le comportement d'un employé ou l'organisation du travail par le titulaire, notamment à partir de faits ou de comportements contrevenant aux instructions ou obligations définies au présent CCAP, ainsi qu'aux textes ou consignes auxquels ils font référence, peut donner lieu de la part du signataire du marché subséquent à l'application d'une pénalité.

Il est rappelé que le titulaire est responsable des agissements de son personnel.

Les modalités spécifiées à l'article 13 du CCAP de l'accord-cadre 2025ACHCAC3034 s'appliquent au présent marché subséquent.

Les agents auront une période d'essai de 2 mois. En cas d'insatisfaction du titulaire, la récusation de l'agent concerné sera possible.

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	19 / 35

12.1.2 Pénalités relatives à l'affectation des personnels aux prestations des marchés

Nature du manquement		Montant de la pénalité	Modalité d'application
Mise à disposition d'un agent non formé aux consignes spécifiques de la structure contractante et non autorisé préalablement à travailler sur le site		250 €	Par agent et par jour
Non-transmission d'un planning indicatif mensuel d'emploi de ses personnels mis à disposition, au représentant de la structure contractante		250 €	Par planning non remis, par jour et par site
Mise à disposition d'un agent non réglementairement vacciné et/ou ne présentant pas un état de santé physique ou d'aptitude physique tel que requis par les dispositions des CCTP		500 €	Par agent inapte et par jour
Non retrait d'un agent mis à disposition, malgré deux demandes écrites et motivées, consécutives et réitérées de retrait de la structure contractante		600 €	Par agent et par jour
Mise à disposition d'un agent non titulaire de sa carte professionnelle nominative ou porteur d'une carte professionnelle nominative, arrivée à expiration et non en instance de renouvellement	Premier constat	1 000 €	Par constat
		+ Retrait immédiat de l'agent	
	Constats suivants	2 000 €	Par constat
	<i>même si cela ne concerne pas le même agent</i>	+ Retrait immédiat de l'agent	
Mise à disposition d'un agent non titulaire et usurpant l'identité d'un titulaire (utilisation d'une carte professionnelle d'un titulaire), sans préjudice d'autres sanctions administratives ou judiciaires à suivre	Premier constat	1 000 €	Par constat
		+ Retrait immédiat de l'agent	
	Constats suivants	2 000 €	Par constat
	<i>même si cela ne concerne pas le même agent</i>	+ Retrait immédiat de l'agent	
Affectation d'un stagiaire de l'entreprise sans l'accord formel du responsable de la structure contractante		1 000 €	Par constat

12.1.3 Pénalités relatives à la formation des agents affectés aux prestations des marchés

Nature du manquement		Montant de la pénalité	Modalité d'application
Non-respect des dates de validité des titres professionnels et des dates de recyclage obligatoires des titres professionnels des personnels mis à disposition		100 €	Par jour, par diplôme et par agent
Non-participation volontaire par un personnel mis à disposition à toute action ou séance de formation, de sensibilisation ou d'information, régulièrement annoncée, délivrée et conduite par la structure contractante, à leur profit, sans motif recevable ou raison impérieuse explicite		200 €	Par séance de formation et par agent
Envoi d'un nouvel agent en formation sur la structure sans l'accord du responsable de la structure contractante		150 €	Par occurrence
Non remise du plan de formation initiale et continue des agents affectés à l'exécution des prestations, après le délai contractuel contradictoirement admis, signifié conformément aux dispositions du marché subséquent		500 €	Par jour

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	20 / 35

12.1.4 Pénalités relatives au comportement des personnels affectés aux prestations des marchés

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Refus d'un agent d'accomplir une mission lui incombant dans le cadre de l'exécution des prestations telles que définies par le CCTP du marché subséquent	Premier constat	250 €
	Constats suivants	500 €
	même si cela ne concerne pas le même agent	+ Retrait immédiat de l'agent
Affichage non autorisé ou distribution de tracts par un agent mis à disposition, même pacifique, au sein de la structure contractante ou à ses abords immédiats	Premier constat	200 €
	Constats suivants	300 €
	même si cela ne concerne pas le même agent	+ Retrait immédiat de l'agent
Non-utilisation par les personnels mis à disposition de l'alphabet phonétique international en radiocommunication, soit par méconnaissance, par insuffisance de connaissances professionnelles ou par non-respect des consignes de sécurité permanentes de la structure contractante	150 €	Par occurrence et par agent
Non-utilisation par les personnels mis à la disposition de la langue française comme seule langue d'usage professionnel, soit par méconnaissance évidente, par insuffisance constante et sévère de connaissances professionnelles ou par non-respect des consignes de sécurité permanentes de la structure contractante	300 €	Par occurrence et par agent
Participation, même temporaire et fugace, d'un personnel mis à disposition, à une action syndicale, politique, religieuse, philosophique, culturelle, commerciale, une action de protestation, ou de contestation, à une quelconque manifestation, obstruction, action de blocage ou d'opposition, même pacifique, au sein de la structure contractante ou à ses abords immédiats	300 €	Par occurrence et par agent
Non-respect par les agents mis à disposition des règles code de la route et des règles restrictives imposées par le Règlement intérieur de la structure contractante dans le cadre de l'utilisation d'un véhicule automobile de service et de fonction	250 €	Par faute constatée
Utilisation des PC et téléphone mis à disposition du titulaire par la structure contractante à d'autres fins que professionnelles	200 €	Par constat
Mise en ligne ou divulgation par un personnel mis à disposition, sur les réseaux sociaux ou par toute autre voie de communication, de façon dématérialisée ou imprimée, par voie sonore, visuelle, etc. de toute information, illustration, donnée concernant la structure contractante (sans préjudice d'autres sanctions administratives ou judiciaires à suivre)	450 €	Par information publiée
Absence manifeste et flagrante de vigilance et d'attention de la part d'un agent mis à disposition (sommolence évidente et manifeste, sommeil continu ou en cycles réguliers répétitifs, absence de réactivité constante face aux événements, isolement et manifestation d'un manque d'intérêt évident, le tout sans raison(s) manifeste(s))	400 €	Par occurrence et par agent
Vol de matériel, fourniture ou tout autre bien mis à disposition par la structure contractante, par un agent mis à disposition (sans préjudice d'autres sanctions administratives ou judiciaires à suivre)	600 €	Par constat
	+ Retrait immédiat de l'agent	
Vol de bien appartenant aux personnels, patients ou usagers de la structure contractante, par un agent mis à disposition (sans préjudice d'autres sanctions administratives ou judiciaires à suivre)	600 €	Par constat
	+ Retrait immédiat de l'agent	
Agression verbale (insultes, menaces, etc...) d'un personnel, patient ou usager de la structure contractante par un agent mis à disposition (sans préjudice d'autres sanctions administratives ou judiciaires à suivre)	300 €	Par constat
	+ Retrait immédiat de l'agent	
Agression physique d'un personnel, patient ou usager de la structure contractante par un agent mis à disposition (sans préjudice d'autres sanctions administratives ou judiciaires à suivre)	500 €	Par constat
	+ Retrait immédiat de l'agent	
Sortie d'un agent mis à disposition hors du périmètre d'intervention déterminé par la structure contractante lors de sa vacation	300 €	Par constat

12.1.5 Pénalités relatives aux tenues et équipements individuels des agents affectés aux prestations des marchés

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Non-remise du nombre fixé contractuellement de jeux complets de tenues de travail, de matériels de sécurité et d'équipements complets à tous les personnels, après le délai contractuel contradictoirement admis	200 €	Par élément manquant et par jour
Port d'une tenue professionnelle non réglementaire ou ne mentionnant pas les qualifications professionnelles	300 €	Par occurrence et par agent
Affichage ou port extérieur et visible, par un personnel de sécurité qualifié, salarié du prestataire, titulaire du marché, d'un signe ostentatoire d'appui, d'encouragement, de ralliement et/ou de soutien à un mouvement ou à une action syndicale, politique, religieuse, philosophique, culturelle, commerciale, protestataire, revendicative, au sein même de la structure contractante ou à ses abords immédiats	300 €	Par occurrence et par agent

12.1.6 Pénalités relatives aux documents nécessaires à l'exécution prestations des marchés

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Non-respect du délai contractuel de transmission de documents relatifs à l'exécution des prestations (liste non exhaustive : plan de prévention, pièce administrative, pièce dossier personnel, planning, rapport, courrier, note de service, compte-rendu, état des lieux, organigramme, cahier de liaison, recyclage obligatoire, visite médicale, diplôme et prérequis SSIAP etc...)	300 €	Par document et par jour
Non-respect des critères de rédaction de la main courante, de rapport et/ou oubli d'établissement de rapport et/ou de pièces additionnées (fiche bilan, permis de feu, ronde, etc...).	200 €	Par occurrence

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	21 / 35

12.1.7 Pénalités relatives à la continuité d'activité dans l'exécution des prestations des marchés

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Non-relève d'un agent ou d'une équipe mise à disposition, à un horaire précis prévu dans les plannings fournis par le titulaire	400 €	Par occurrence
Abandon de poste manifeste et délibéré par d'un agent mis à disposition sans que ce personnel puisse valablement invoquer l'exercice du droit de retrait, tel que défini dans le code du travail ou au travers de toute autre disposition sociale et réglementaire applicable (en sus de la retenue financière de la plage horaire non couverte sur la facturation mensuelle)	800 €	Par occurrence

12.1.8 Pénalités relatives aux contrôles des prestations des marchés

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Non-respect des dispositions relatives au nombre et à la fréquence des contrôles réguliers de ses personnels mis à disposition de l'ensemble de la prestation	300 €	Par contrôle manquant
Non-respect par un personnel de sécurité qualifié « contrôleur » ou « contrôleuse » de la prestation de sécurité, des dispositions prévues au plan de contrôle, pour le contrôle de la qualité de la prestation et des personnels mis à disposition	400 €	Par contrôle non réglementaire
Non-remise, pour le contrôle effectué, d'une copie des opérations de contrôle ou d'un extrait dématérialisé du document de contrôle	300 €	Par contrôle et par jour
Non remise du plan de contrôle détaillé des prestations, après le délai contractuel contradictoirement admis, signifié conformément aux dispositions du marché subséquent	500 €	Par jour

12.1.9 Pénalités relatives aux équipements mis à disposition par le titulaire

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Mise à disposition d'un véhicule automobile de service et de fonction non conforme aux exigences du CCTP	300 €	Par non-conformité et par jour
Non remplacement du véhicule automobile de service et de fonction mis à disposition, en cas d'immobilisation nécessaire et contrainte, dans les délais impartis	300 €	Par jour

12.1.10 Pénalités relatives au respect des règles et consignes de la structure contractante

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Non-application et/ou méconnaissance par un agent mis à disposition du règlement intérieur de la structure contractante	500 €	Par occurrence et par agent
Non-respect d'une consigne verbale ou écrite, permanente ou temporaire par un personnel affecté à l'exécution des prestations	300 €	Par consigne non respectée
Non-respect, même de façon involontaire ou par inadvertance, par négligence, par un personnel affecté à l'exécution des prestations des dispositions relatives au respect de la confidentialité, du secret professionnel et du secret médical	300 €	Par occurrence et par agent
Violation manifeste et délibérée par un personnel mis à disposition des dispositions spécifiques relatives au domaine du secret professionnel et du secret médical, y compris dans un lieu réputé privé et non accessible au public, à l'intérieur de la structure contractante	450 €	Par occurrence

12.1.11 Pénalités relatives aux moyens mis à disposition du titulaire par la structure contractante

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Non-respect par les personnels mis à disposition de l'état de propreté et d'entretien de l'ensemble des locaux, matériels, équipements, outils et moyens, mis à leur disposition par la structure contractante	350 €	Chaque constat
Dégradation volontaire ou par négligence des équipements et matériels, propriété de la structure contractante, mis à disposition du titulaire pour l'exécution normale du service	500 €	Par dégradation constatée
	+ Remplacement/réparation sur devis	
Perte ou disparition des équipements et matériels, propriété de la structure contractante, mis à disposition du titulaire pour l'exécution normale du service	500 €	Par bien manquant
	+ Remplacement sur devis	

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	22 / 35

12.1.12 Pénalités relatives à la sous-traitance

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Non présentation titulaire du marché de l'encadrement de la société sous-traitante qu'il a déclarée pour effectuer une partie de la prestation qui lui a été notifiée.	600 €	Chaque constat
Non-déclaration d'une société sous-traitante par le titulaire auprès d'ACHAT au titre de l'accord-cadre, sans préjudice d'autres sanctions administratives, y compris la résiliation de l'accord-cadre (applicable par ACHAT uniquement)	1 500 €	Par occurrence
Non-déclaration d'une société sous-traitante par le titulaire auprès de la <u>structure contractante au titre d'un marché subséquent</u> , sans préjudice d'autres sanctions administratives, y compris la résiliation du(des) marché(s) subséquent(s)	1 500 €	Par occurrence
Non-respect du périmètre des missions autorisées dans le cadre la sous-traitance	800 €	Par occurrence

12.1.13 Pénalités applicables aux agents de prévention et de sécurité qualifiés «cynophiles»

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Présence d'un agent de prévention et de sécurité, qualifié « cynophile » avec un animal mais sans détenir ou être en mesure de présenter les équipements et matériels requis	250 €	Par élément manquant et par jour
Présence d'un agent de prévention et de sécurité, qualifié « cynophile » avec un animal doté d'équipements et de matériels requis, non conformes ou non homologués	100 €	Par élément non conforme et par jour
Mise à disposition d'un agent de prévention et de sécurité, présumé qualifié « cynophile » sans qu'il soit en mesure de justifier immédiatement et ce dès le premier jour d'exécution du marché, de cette qualité, au vu d'un titre professionnel et d'une qualification à jour et certifiée	500 €	Par agent et par jour
Dégradation, laisser-aller manifeste et non-maintien en condition opérationnelle permanente et continue des locaux, équipements et matériels d'hébergement et d'entretien de l'ensemble des lieux, matériels et effets à usage de l'animal par un personnel de sécurité qualifié, salarié du prestataire, titulaire du marché, qualifié « cynophile »	200 €	Par dégradation constatée
Non-respect de l'état d'hygiène, de propreté et d'entretien de l'ensemble des locaux, matériels, ustensiles, outils et moyens d'hébergement, d'entretien et de confort de leur animal individuel	250 €	Chaque constat
Présence d'un agent de prévention et de sécurité, qualifié « cynophile » sans son animal	400 €	Par agent et par jour
Présence d'un agent de prévention et de sécurité, qualifié « cynophile » avec un animal dont le carnet de vaccination propre à l'animal, n'est pas à jour	400 €	Par animal et par jour
Présence d'un agent de prévention et de sécurité, qualifié « cynophile » avec un animal classé en catégorie 1	500 €	Par jour de présence de l'animal

13.1.14 Pénalités applicables aux agents de service de sécurité incendie et d'assistance à la personne (SSIAP)

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Retard lié à la prise de service par un agent SSIAP 1 (en sus de la retenue financière de l'absence sur la facture mensuelle)	100 €	Par constat
Retard lié à la prise de service par un agent SSIAP 2 (en sus de la retenue financière de l'absence sur la facture mensuelle)	200 €	Par constat
Prestation planifiée non réalisée ou contestée par un agent SSIAP	300 €	Par jour
Présence d'un SSIAP non planifié ou d'une personne non accréditée ou non déclarée	300 €	Par jour
Absence de clé, de badge, de matériel, d'équipement à la prise de service	300 €	Par constat
Présence de personnel non formé à la sécurité incendie	500 €	Par jour

12.2 RESILIATION

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ou le Cahier des Clauses Administratives Générales (FCS), ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important au CCP. Le Titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	23 / 35

Sans réponse satisfaisante du Titulaire à la mise en demeure, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VI du Cahier des Clauses Administratives Générales FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à R243-12 du Code de la Commande Publique, et ce sans mise en demeure préalable.

Le marché peut être résilié sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris 6 mois avant la fin du marché. Le titulaire sera informé par courrier recommandé papier ou électronique.

Si l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris décide de procéder à la résiliation du marché, elle le notifiera au Titulaire par lettre du Directeur du PIC SCA SCB SMS en recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

12.3 LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

ARTICLE 13 : DEROGATIONS

L'article « Durée » déroge à l'article 13.1 du CCAG FCS relatif au début de la durée d'exécution du marché.

L'article « Contrôle et suivi » du présent cahier des clauses particulières (CCAP) déroge à l'article 30 du CCAG FCS relatif aux « Admission, ajournement, réfaction et rejet ».

L'article « Pénalités » du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) déroge à l'article 14 du CCAG FCS relatif aux « pénalités pour retard ».

Les articles « Obligations du prestataire » et « Pénalités – Résiliation » du présent cahier des clauses particulières (CCP) dérogent à l'article 41 du CCAG FCS relatif à la résiliation aux torts pour défaut d'acquittement des obligations.

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	24 / 35

L'article « Documents contractuels » déroge à l'article 4 du CCAG FCS sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

Le titulaire 1

1 Indiquer le nom et la qualité du signataire du marché et apposer le cachet commercial après avoir paraphé toutes les pages du présent document

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	25 / 35

**CAHIER DES CLAUSES
TECHNIQUES PARTICULIERES**

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	26 / 35

ARTICLE 14 : OBJET ET NATURE DES PRESTATIONS

La présente consultation a pour objet les « Prestations de sécurité générale et de sécurité incendie » nécessaires aux besoins des trois sites du PIC SCA SCB SMS de L'APHP.

14.1 MISSION GENERALE

Assurer la sécurité des personnes et la sécurité incendie des biens dans l'ensemble des bâtiments et dans l'enceinte des trois sites du PIC en référence au CCTP de l'accord-cadre N°2025ACHCAC3034.

Assurer la transmission des informations aux responsables des sites désignés.

Répartition de la prestation en personnel pour le site Charenton :

- 1 agent SSIAP1 du lundi au vendredi de 16h30 à 8h00 du matin (15,5 heures)
- 1 agent SSIAP1 le week-end et jours fériés de 8h00 à 20h00 et de 20h00 à 8h (12 heures)

Répartition de la prestation en personnel pour le site Salpêtrière :

- 1 agent SSIAP1 du lundi au vendredi (hors jours fériés), de 19h00 à 7h00 (12 heures)
- 1 agent SSIAP1 les week-ends, du samedi 7h00 au lundi 7h00 (12 heures)
- 1 agent SSIAP1 les jours fériés, de 7h00 à 19h00 et de 19h00 à 7h00 (12 heures)

Répartition de la prestation en personnel pour le site MacDonald :

- 1 agent SSIAP1 du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00 et de 19h00 à 7h00 (12 heures)
- 1 agent SSIAP1 les week-ends, du samedi 7h00 à 19h00 et de 19h00 à 7h00 (12 heures)
- 1 agent SSIAP1 les jours fériés, de 7h00 à 19h00 et de 19h00 à 7h00 (12 heures)
- 1 agent cynophile du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00 (12 heures) Prestation mensuelle temporaire actuellement en cours sans garantie de pérennisation.

Les agents devront être titulaires d'un diplôme SSIAP1 ou du CQP Agents de prévention et de sécurité qualifiés avec option « cynophile ».

14.2 MISSIONS PERMANENTES LIEES AUX RISQUES D'INCENDIE

Les missions, tâches et activités exhaustivement listées et demandées au prestataire sur la structure contractante, relèvent des métiers de la sécurité incendie, à l'exclusion de tout autre.

Aucune autre mission ou tâche, sortant de ce cadre professionnel réglementaire ne saurait habituellement et normalement être confiée ou demandée au prestataire signifié conformément aux dispositions de présent accord-cadre.

Les missions et tâches exceptionnelles, si elles étaient requises et nécessaires, sont traitées au cas par cas entre les deux parties au marché subséquent spécifique, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

Les agents de sécurité qualifiés SSIAP, salariés du prestataire, ne peuvent exercer d'autres fonctions, accomplir d'autres tâches que celles se rapportant directement et exclusivement à

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	27 / 35

leur métier et au contexte professionnel du CCTP du présent accord-cadre, conformément aux dispositions réglementaires régissant ce type d'activités professionnelles.

Le référentiel d'emploi des agents de sécurité est encadré par l'annexe 1 de l'arrêté du 2 mai 2005 précité :

- Chapitre 1 spécifique à l'emploi des agents de sécurité qualifiés SSIAP 1
- Chapitre 2 spécifique à l'emploi des chefs d'équipe qualifiés SSIAP 2

Au titre de l'assistance aux personnes, les agents qualifiés SSIAP 1, mis à disposition par le prestataire, pourront être sollicités pour apporter l'aide nécessaire, en fonction des capacités et des compétences de chacun, au service de sûreté lors d'événements exceptionnels ou de situations particulières

14.2.1 Missions permanentes tous sites

- Être toujours équipé d'un PTI, contrôleur de ronde, et d'une lampe torche (matériel mis à disposition par le Titulaire du marché)
- Détecter la présence d'une personne et contrôler son autorisation d'accès si nécessaire (carte pro ...), objets, produits pouvant porter préjudice à la sécurité des biens et des personnes,
- Assurer une permanence et l'exploitation du poste central de sécurité incendie.
- Effectuer 4 rondes pointées minimum par vacation de 12 heures (incluant la ronde de fermeture et d'ouverture) pour prévenir et détecter les risques d'incendie, y compris dans les locaux non occupés. Lors de ces rondes ils doivent en cas de nécessité procéder à des mesures correctives et faire des signalements.
- Veiller au bon fonctionnement de tout le matériel de protection contre l'incendie (assurer l'entretien élémentaire)
- Maintenir en état le poste central de sécurité ainsi que les installations et matériels dont ils disposent
- Intervenir immédiatement sur appel ou détections incendie (levée de doute etc...)
- Surveiller les travaux de transformation, d'entretien et de nettoyage susceptible d'entraîner une gêne dans l'évacuation des personnes ou de créer des dangers d'extension de feu.
- Intervenir pour tout appel d'urgence, répondre aux alarmes optiques/sonores aboutissant au PCSI.
- Tenir une main courante.
- Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.
- Diriger les secours en attendant l'arrivée des sapeurs-pompiers, puis se mettre à la disposition du chef de détachement d'intervention des sapeurs-pompiers.

14.2.2 Missions permanentes spécifiques au site de SMS (Charenton)

- Être toujours équipé d'un talkie-walkie, d'un contrôleur de ronde, et d'une lampe torche (matériel mis à disposition par le Titulaire du marché)
- Assurer la fermeture et l'ouverture de certaines portes qui seront définies avec le Responsable du site
- Contrôler la vidéosurveillance sur le PC mis à disposition au PCSI.

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	28 / 35

- Effectuer 5 rondes pointées minimum par vacation de 15 heures (incluant la ronde de fermeture et d'ouverture) pour prévenir et détecter les risques d'incendie, y compris dans les locaux non occupés. Lors de ces rondes ils doivent en cas de nécessité procéder à des mesures correctives et faire des signalements.
- Ouvrir la porte du self aux agents de la GTS pour plateau repas du soir et week-end au dit agents.
- Effectuer la prise et la fin de service à la GTS
- Alerter le personnel de la GTS de tous problèmes ou dysfonctionnements techniques constatés

14.2.3 Missions permanentes spécifiques aux sites du SCB

- Vérifier la fermeture des accès ainsi que des divers ouvrants, ceci, hors des périodes désignées comme périodes de fortes chaleurs pour lesquelles d'autres consignes seront définies
- Prise en compte des entreprises extérieures intervenant pour travaux avec contrôle du respect des consignes de sécurité (procédures de travail par points chauds, consignation...).

14.3 MISSIONS PERMANENTES LIEES A LA SECURITE CYNOPHILE

Pour l'exécution des missions et tâches demandées par la structure contractante, le prestataire met à disposition du représentant de la structure contractante, les personnels de sécurité qualifiés, salariés du prestataire tels qu'ils apparaissent dans les dispositions spécifiques du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre, de type « agents de prévention et de sécurité qualifiés (APS), qualifiés « cynophiles », titulaires du CQP, avec option « cynophile », en cours de validité.

En outre le personnel de sécurité qualifié, salarié du prestataire, qualifié « cynophile » doit rester en permanence et de façon continue à proximité immédiate de son animal, ce dernier se trouvant muselé et tenu en laisse et prêt à être démuselé, prêt à être lâché sur ordre ou à la seule initiative de l'agent de prévention et de sécurité cynophile qualifié, à l'exception de toute autre personne présente, tiers ou intervenant.

14.4 MISSIONS PONCTUELLES OU SPECIFIQUES

- Alerte à la bombe
- Plan Blanc
- Inondations
- Plan neige
- Plan Vigipirate
- Plan NRBC
- Aide en renfort sur appel du responsable sécurité du site pour manifestations particulières ou surveillance supplémentaire (Portes d'accès au site, carburant etc...)
- Aide en renfort sur appel des vigiles pour maîtriser toutes personnes agressives ou menaçantes envers le personnel, ou indésirables dans l'établissement

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	29 / 35

14.5 RELATION HIERARCHIQUE

Le Chef de Sécurité Incendie ou son adjoint en cas d'absence.

14.6 RELATION FONCTIONNELLE

Essentiellement les services techniques, administratifs et sociétés prestataires de service.

14.7 FORMATION / DIPLOMES

Les dispositions de l'article 4.9 « Formation des personnels mis à disposition » du CCTP de l'accord-cadre 2025ACHCAC3034.

Avant la prise de service sur le Service Central des Blanchisseries, l'agent désigné pour la première fois devra avoir suivi impérativement une formation pratique d'une vacation de jour (12h00) et une vacation de nuit (12h00), obligatoirement en double avec un agent de même catégorie déjà en poste.

14.8 BADGES/ TENUES

Conformément au CCTP de l'accord-cadre 2025ACHCAC3034, la tenue des agents de sécurité incendie doit respecter l'article 3 de l'arrêté du 2 mai 2005 relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur : « Les agents composant le service de sécurité incendie doivent être clairement identifiables. Leurs tenues doivent être adaptées à leurs missions respectives. Les effets portés, au niveau du buste, par les personnels des services de sécurité incendie doivent permettre une différenciation avec les personnels des services de secours publics. A cet effet, le bleu marine est interdit. »

La dotation par agent de sécurité incendie est précisée dans le CCTP de l'accord-cadre 2025ACHCAC3034.

Selon les besoins des différentes structures, le prestataire devra être capable de fournir pour la réalisation des missions les tenues suivantes :

- Vestes textiles de feu ;
- Pantalons textiles de feu ;
- Cagoules de feu
- Casques type F1 ;
- Ceinturons équipés au complet (gants avec porte gants, ...)

Ces tenues devront répondre aux normes européennes en vigueur : EN 469:2005 (Xf2, Xr2, Y2, Z2), EN 1149-5:2008 et EN 443 / GOST (casque F1).

ARTICLE 15 : GESTION ENTRETIEN MATERIELS

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	30 / 35

Mise à disposition par la société :

- Talkie-walkie.
- PTI (Protection Travailleur Isolé).
- Lampe torche.
- Contrôleur de ronde et pointeaux.
- Ces appareils doivent être en cas de panne remplacés sous 24 heures maximum.
- Main courante papier **et** électronique.
- Les rondes seront sous contrôle de la société titulaire du marché, les points de contrôle sont à définir avec le responsable Sécurité Incendie du site et posés par le titulaire du marché.
- Un listing mensuel des rondes devra être transmis par mail au responsable Sécurité du site.

ARTICLE 16 : EXECUTION DE LA PRESTATION

Le titulaire doit prendre toutes mesures utiles pour que ses employés comprennent, parlent et lisent couramment le français. Ils doivent être en excellente condition physique, avoir un caractère pondéré et être capable de faire preuve de discernement entre les diverses catégories de personnes fréquentant le site.

Ils doivent pouvoir démontrer discrétion, politesse, patience et sang-froid, plus spécialement vis-à-vis des visiteurs et des personnels.

Ils doivent en permanence arborer une tenue et une présentation irréprochables.

Ils doivent aussi savoir se servir des matériels fournis par le titulaire et assister aux formations ou exercices concernant le gardiennage ou la sécurité du site (incendie, hygiène, radioprotection, agressivités, etc....) proposées par le Directeur de l'hôpital et organisées par l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris.

Le chef d'établissement ou son représentant peut, avant la mise en place d'un nouvel agent, contrôler l'aptitude de celui-ci à remplir les missions qui lui seront confiées.

16.1 PRESENTATION / AFFECTATION DES AGENTS SUR UN SITE

Dès la notification du marché subséquent, un rendez-vous sera obligatoire entre le responsable de l'entreprise et le directeur de l'hôpital ou son représentant.

Tout nouvel agent affecté à ces missions sera présenté pour accord, au Directeur ou à son représentant, avant sa prise de fonction.

L'identité des agents sera communiquée par écrit au responsable de la sécurité de l'hôpital, ainsi que tout mouvement, remplacement, congé ou détachement d'agent. En cas d'absence d'un agent d'exécution, il sera remplacé par un agent de qualification équivalente. Dans la mesure du possible, l'hôpital sera informé au moins une semaine avant.

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	31 / 35

Le titulaire devra fournir à la personne publique la liste nominative du personnel employé sur le site à compter de la date de début d'exécution des prestations. Cette liste sera tenue à jour trimestriellement ou dès ajout ou changement de personne pour une période consécutive supérieure à quinze jours.

Le personnel concerné par cette dernière mesure devra, dans un délai minimum précisé dans le marché subséquent, avant la date d'emploi prévue, être présenté à la personne publique avec le dossier de travail constitué par l'employeur. Un listing mensuel devra être transmis au responsable sécurité du site.

L'emploi effectif sur le site ne pourra se faire qu'avec l'accord formalisé de la personne publique. Concernant le SCB, la prestation demandée au titre du nouveau marché nécessite une qualification différente de celle qui est nécessaire à l'accomplissement des missions précédentes.

Le titulaire indiquera précisément les moyens mis en œuvre pour assurer la transmission d'informations pertinentes pour l'opérationnalité de la première vacation des 2 sites du SCB.

16.2 FORMATION / ADAPTATION AU SITE

Les personnels de sécurité incendie qualifiés, salariés du prestataire, bénéficient des dispositions énoncées supra, de vacations, à nombre et à échéance fixée, d'adaptation à la structure contractante, pour se familiariser avec les consignes, règlements, modes de fonctionnements, postes à tenir, missions et tâches à exécuter, au vu du présent CCTP, signifié conformément aux dispositions de l'accord-cadre 2025ACHCAC3033.

Par entente directe entre le directeur d'établissement et le titulaire, le temps nécessaire sera accordé pour que le personnel apprenne à se servir des matériels mis à sa disposition, prenne connaissance du site (cette formation d'adaptation au site devra au minimum être effectuée de jour et de nuit, le nombre de vacations étant précisé dans le marché subséquent) et puisse assister en tant que de besoin aux formations ou exercices organisés par l'AP-HP pouvant concerner le service de sécurité (incendie, hygiène, radioprotection, agressivité...).

Une évaluation régulière des connaissances et du respect des consignes est effectuée par le chargé de sécurité de l'établissement; en cas de manquement, il sera mis fin à l'affectation de l'agent concerné.

16.3 EXECUTION DU MARCHE

Un interlocuteur privilégié de la société prestataire devra être désigné.

Un plan de prévention sera établi conformément au Code du travail. Il sera effectif dès la première vacation. Il appartient au titulaire, dès réception de la notification du marché, de prendre contact avec les responsables de sites afin de planifier la visite préalable à l'élaboration en commun de ce plan de prévention.

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	32 / 35

L'entreprise devra fournir au cours du premier mois, classeur de consignes élaboré avec le responsable sécurité du site.

Afin d'assurer la coordination dans l'enceinte de l'établissement, Sécurité Maintenance et Services organisera avec les chefs des entreprises extérieures qu'il estime utile d'inviter des inspections et réunions périodiques. En l'absence de réunion ou d'inspection, l'entreprise aura la possibilité de demander, lorsqu'il l'estime nécessaire pour la sécurité de son personnel, au représentant de l'établissement d'organiser de telles réunions ou inspections.

Avant d'intervenir dans l'établissement, les agents de l'entreprise devront prendre connaissance, au bureau du responsable de sécurité ou de son représentant, des contraintes particulières de la journée.

A rythme précisé dans le marché subséquent, le titulaire communique au représentant de l'établissement un planning prévisionnel du personnel qu'il emploiera le mois suivant.

Il doit faire effectuer par ses contrôleurs un nombre suffisant de visites par semaine.

16.4 REMISE A DISPOSITION

Le directeur d'établissement peut exiger du titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le retrait de tout agent dont il estimerait qu'il ne satisfait pas aux obligations exigées.

L'application sera immédiate en cas de constat d'ivresse, de violences, d'abandon de poste, de vol.

16.5 CONTROLES

L'encadrement devra être joignable durant les plages horaires des différents sites.

Un cahier de liaison devra être mis en place et visé par un inspecteur de l'entreprise à chaque passage.

Le titulaire doit effectuer ou faire effectuer les contrôles nécessaires pour s'assurer que les personnels désignés sur un site satisfont effectivement aux obligations qui lui sont demandées. Le nombre et la périodicité des contrôles prévus par le prestataire pourront être réévalués par le responsable du site si nécessaire avec un minimum de 4 contrôles par mois.

16.6 SECURITE DES AGENTS / ACCIDENTS

En matière de sécurité, le prestataire aura l'obligation de se conformer au règlement intérieur de l'AP-HP :

- Le personnel d'exécution devra informer son responsable de tout incident observé lors de la prestation,
- Les accidents du travail seront signalés par écrit au directeur de l'établissement, et ceci dans les plus brefs délais.

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	33 / 35

- Tout accident doit être enregistré dans le registre d'inscription des accidents du travail du lieu dans lequel il s'est produit.

16.7 DISCIPLINE INTERIEURE

Le personnel du titulaire sera soumis aux règlements concernant la discipline intérieure applicable aux agents de l'Assistance Publique.

Il lui sera interdit d'accepter les pourboires et il est interdit de fumer en dehors des pauses. Il sera tenu dans l'obligation de discrétion professionnelle. Les agents de l'entreprise ne devront révéler à quiconque les faits dont ils auront eu connaissance à l'occasion de leur service.

L'utilisation du téléphone de l'établissement est interdite pour usage personnel aux agents de l'entreprise. Dans le cas où il serait constaté que les agents ont utilisé le téléphone à usage personnel, le remboursement des communications sera demandé à l'entreprise

Il sera tenu au respect de la liberté de conscience de chacun, toutes formes d'interventions concernant les opinions politiques, confessionnelles ou religieuses sont interdites.

Le titulaire doit prendre toutes mesures utiles pour que ses employés respectent la déontologie hospitalière, observent l'obligation de secret professionnel et effectuent leur travail sans causer aucune gêne au fonctionnement du service public.

ARTICLE 17: RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires en vue de répondre à la présente consultation, les candidats peuvent poser une question à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> au niveau de cette consultation dans les délais précisés dans la lettre de consultation..

Le PIC SCA - SCB - SMS transmet les réponses à ces questions sur la plateforme de dématérialisation au plus tard **7** jours avant la date limite de remise des offres.

Le titulaire 2

2 Indiquer les noms et qualité du signataire du marché et apposer le cachet commercial après avoir paraphé toutes les pages du présent document

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	34 / 35

Annexe n°1 : Modèle souhaité pour les statistiques

[illegible]

APHP	Consultation PIC 26-012	PIC SCA SCB SMS
SUB	Cahier des Clauses Particulières	35 / 35